



Assemblée générale

Distr. générale
23 avril 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Comité consultatif

Dixième session

18-22 février 2013

Point 5 de l'ordre du jour

Rapport du Comité consultatif sur sa dixième session

Rapport du Comité consultatif sur sa dixième session

Genève, 18-22 février 2013

Rapporteur: Obiora Chinedu Okafor

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Mesures prises par le Comité consultatif à sa dixième session		3
II. Élection du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	1-10	3
A. Ouverture et durée de la session	1-4	3
B. Composition du Comité consultatif	5	4
C. Participants	6	4
D. Séances et documentation.....	7	4
E. Élection du Bureau	8	4
F. Adoption de l'ordre du jour	9	4
G. Organisation des travaux	10	5
III. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme	11-16	5
A. Demandes actuellement examinées par le Comité	11-14	5
B. Suivi des rapports du Comité au Conseil des droits de l'homme	15-16	5
IV. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011	17-24	6
A. Examen des méthodes de travail.....	17	6
B. Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités	18-24	6
V. Rapport du Comité consultatif sur sa dixième session.....	25-27	7
Annexes		
I. Ordre du jour.....		8
II. List of speakers		9
III. List of documents issued for the tenth session of the Advisory Committee		12

I. Mesures prises par le Comité consultatif à sa dixième session

10/1

Nouveaux mandats

À sa neuvième session, tenue le 22 février 2013, le Comité consultatif a fait part de ses vives préoccupations à propos du manque actuel de nouveaux mandats.

Rappelant les dispositions du paragraphe 39 de la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme en date du 25 mars 2011 concernant la collaboration intersessions entre les membres, le Comité consultatif a encouragé ceux des membres qui avaient présenté des propositions de recherche, citées dans la décision 9/1 (voir le document A/HRC/AC/9/6), à engager, dès la décision du Conseil de donner mandat au Comité, un processus de rédaction d'un premier projet portant sur les mandats concernés, de concert avec les autres membres intéressés du Comité.

Le Comité consultatif a également encouragé les membres intéressés du Comité à engager un processus de rédaction préliminaire sur d'autres thèmes, dès la décision du Conseil de conférer au Comité de nouveaux mandats.

Il a en outre encouragé les membres concernés à partager avec le Comité, à sa onzième session, les résultats de leurs travaux préliminaires concernant ces mandats.

10/2

Droits de l'homme et questions relatives à la prise d'otages

À sa 9^e séance, tenue le 22 février 2013, le Comité consultatif, ayant rappelé les résolutions du Conseil des droits de l'homme 18/10 du 29 septembre 2011 et 21/18 du 27 septembre 2012, a demandé au groupe de rédaction de mettre la dernière main au rapport sur les droits de l'homme et les questions relatives à la prise d'otages, et de le présenter au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session.

II. Élection du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

A. Ouverture et durée de la session

1. Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, créé en application de la résolution 5/1 du Conseil du 18 juin 2007, a tenu sa dixième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 18 au 22 février 2013. La session a été ouverte par le Président de la neuvième session, M. Latif Hüseyinov.
2. Le Président du Conseil des droits de l'homme, M. Remigiusz Henczel, s'est adressé au Comité consultatif à sa 1^{re} séance, le 18 février 2013.
3. À la même séance, le Directeur de la Division du Conseil des droits de l'homme et des procédures spéciales, M. Bacre Ndiaye, a fait une déclaration au nom de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.
4. À la même séance également, les participants ont observé une minute de silence en hommage aux victimes de violations des droits de l'homme partout dans le monde.

B. Composition du Comité consultatif

5. Les noms des membres du Comité consultatif sont¹: Saeed Mohamed Al Faihani (Bahreïn, 2015); José Antonio Bengoa Cabello (Chili, 2013); Laurence Boisson de Chazournes (France, 2014); Chung Chinsung (République de Corée, 2013); Mario L. Coriolano (Argentine, 2015); Wolfgang Stefan Heinz (Allemagne, 2013); Latif Hüseyinov (Azerbaïdjan, 2014); Alfred Ntunduguru Karokora (Ouganda, 2013); Vladimir Kartashkin (Fédération de Russie, 2013); Obiora Chinedu Okafor (Nigéria, 2014); Katharina Pabel (Autriche, 2015); Anantonia Reyes Prado (Guatemala, 2014); Cecilia Rachel V. Quisumbing (Philippines, 2014); Shigeki Sakamoto (Japon, 2013); Dheerujlall Seetulsingh (Maurice, 2014); Ahmer Bilal Soofi (Pakistan, 2014); Imeru Tamrat Yigezu (Éthiopie, 2015); et Mona Zulficar (Égypte, 2013).

C. Participants

6. Ont participé à la session des membres du Comité consultatif des observateurs d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des observateurs d'États non membres et des observateurs d'organisations intergouvernementales, d'organismes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'autres organisations, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales. M. Vladimir Kartashkin n'a pas pu assister à la session pour raisons de santé.

D. Séances et documentation

7. Le Comité consultatif a tenu 9 séances plénières et 7 séances privées. Pour les mesures prises par le Comité consultatif à la présente session, on se référera au chapitre I ci-dessus. Pour la liste des documents, on se référera à l'annexe III ci-dessous.

E. Élection du Bureau

8. Conformément à l'article 103 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et à l'article 5 du Règlement intérieur du Comité consultatif, ce dernier a élu par acclamation le bureau ci-après, à la 1^{re} séance de sa dixième session, le 8 février 2013:

Président:	Wolfgang Stefan Heinz
Vice-Présidents:	Saeed Mohamed Al Faihani Latif Hüseyinov Anantonia Reyes Prado
Rapporteur:	Obiora Chinedu Okafor

F. Adoption de l'ordre du jour

9. À sa 1^{re} séance, le 18 février 2013, le Comité consultatif a adopté l'ordre du jour provisoire, contenu dans le document A/HRC/AC/10/1 tel que modifié oralement (voir l'annexe I).

¹ L'année indiquée entre parenthèses est l'année d'expiration du mandat du membre concerné (la date d'échéance est le 30 septembre).

G. Organisation des travaux

10. À sa 1^{re} séance également, le Comité consultatif a adopté le projet de programme de travail élaboré par le secrétariat (document sans cote distribué en salle).

III. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme

A. Demandes actuellement examinées par le Comité

1. Droits de l'homme et questions relatives à la prise d'otages

11. À ses 1^{re} et 2^e séances, le 18 février 2013, le Comité consultatif, en application des résolutions 18/10 et 21/18 du Conseil des droits de l'homme, a tenu des débats sur les droits de l'homme et les questions relatives à la prise d'otages. Le Rapporteur du groupe de rédaction, M. Wolfgang Stefan Heinz, a présenté le projet de rapport final soumis par le Comité consultatif (A/HRC/AC/10/2). Au cours du débat qui a suivi, des membres du Comité consultatif et des observateurs gouvernementaux ont fait des déclarations (voir l'annexe II). À la 2^e séance, le Rapporteur du groupe de rédaction a formulé ses observations finales.

12. À la 9^e séance, le 22 février 2013, le Rapporteur du groupe de rédaction a présenté le projet de texte contenu dans le document A/HRC/AC/10/L.2, qui avait pour auteurs l'ensemble des membres du Comité. Le projet de texte a été adopté sans vote (le texte adopté est reproduit au chapitre I, décision 10/2).

2. Intégration d'une perspective de genre

13. À la 3^e séance, le 19 février 2013, le Comité consultatif a tenu un débat sur l'intégration d'une perspective de genre dans l'application de son mandat selon la résolution 6/30 du Conseil des droits de l'homme en date du 14 décembre 2007. Dans ce contexte, M^{me} Violeta Neubauer, Vice-Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a fait un exposé sur l'action du CEDAW. Au cours du débat qui a suivi, des membres du Comité consultatif et un observateur gouvernemental ont fait des déclarations (voir l'annexe II).

3. Intégration de la perspective des personnes handicapées

14. À sa 3^e séance également, le 19 février 2013, le Comité consultatif a tenu un débat sur l'intégration de la perspective des personnes handicapées dans le cadre de son action selon la résolution 7/9 du Conseil des droits de l'homme du 27 mars 2008. Au cours du débat qui a suivi, des membres du Comité consultatif et un observateur d'une organisation intergouvernementale ont fait des déclarations (voir l'annexe II).

B. Suivi des rapports du Comité au Conseil des droits de l'homme

1. Promotion du droit des peuples à la paix

15. À ses 3^e et 8^e séances, les 19 et 21 février 2013 respectivement, M^{me} Mona Zulficar, Présidente du groupe de rédaction du projet de déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix, a fait un exposé sur le débat tenu par le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé du projet de déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix, à sa première session, du 18 au 21 février 2013. À la 3^e séance, le Rapporteur du

groupe de rédaction, M. Wolfgang Stefan Heinz, a également informé le Comité des activités déployées dans ce domaine.

2. Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme

16. À la 3^e séance, le 19 février 2013, M. Dheerujlall Seetulsingh, Président du groupe de rédaction du rapport sur le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme, a rendu compte des débats ayant eu lieu le 15 février 2013 au séminaire organisé par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme en application de la résolution 19/33 du Conseil des droits de l'homme en date du 23 mars 2012. Au cours du débat qui a suivi, des membres ont fait des déclarations (voir l'annexe II).

IV. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011

A. Examen des méthodes de travail

17. À la 4^e séance, le 19 février 2013, des représentants du Haut-Commissariat aux droits de l'homme ont parlé de l'action et des modalités d'action des autres organes subsidiaires du Conseil des droits de l'homme, à savoir le Forum social, le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, le Forum sur les questions relatives aux minorités et le Forum sur les entreprises et les droits de l'homme. Au cours du débat qui a suivi, des membres et un observateur d'une organisation non gouvernementale ont fait des déclarations (voir l'annexe II).

B. Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités

18. À la 5^e séance, le 20 février 2013, M^{me} Laurence Boisson de Chazournes a fait un exposé sur le document de réflexion relatif à l'accès à la justice et à la lutte contre la corruption contenu dans la décision 9/1 (voir A/HRC/AC/9/6). Au cours du débat qui a suivi, des membres et un observateur d'une organisation intergouvernementale ont fait des déclarations (voir l'annexe II).

19. À la 6^e séance, le 20 février 2013, M^{me} Chung Chinsung a fait un exposé sur le document de réflexion relatif aux administrations locales et aux droits de l'homme contenu dans la décision 9/1 (voir A/HRC/AC/9/6). Au cours du débat qui a suivi, des membres ont fait des déclarations (voir l'annexe II).

20. À la même séance, M^{me} Anantonia Reyes Prado a fait un exposé sur le document de réflexion relatif à la mondialisation, aux droits de l'homme et à la jeunesse contenu dans la décision 9/1 (voir A/HRC/AC/9/6). Au cours du débat qui a suivi, des membres ont fait des déclarations (voir l'annexe II).

21. À la 7^e séance, le 21 février 2013, M^{me} Cecilia Rachel V. Quisumbing a fait un exposé sur le document de réflexion relatif aux droits de l'homme et à l'action humanitaire contenu dans la décision 9/1 (voir A/HRC/AC/9/6). Au cours du débat qui a suivi, des membres et des observateurs gouvernementaux ont fait des déclarations (voir l'annexe II).

22. À la même séance, M^{me} Mona Zulficar a fait un exposé sur le document de réflexion relatif à une loi type sur l'égalité des chances et la non-discrimination contenu dans la décision 9/1 (voir A/HRC/AC/9/6). Au cours du débat qui a suivi, des membres ont fait des déclarations (voir l'annexe II).

23. À la 8^e séance, le Comité a examiné les nouvelles priorités. M. Mario L. Coriolano a fait un exposé au sujet d'une nouvelle étude possible sur la sécurité des citoyens et les droits de l'homme. Au cours du débat qui a suivi, des membres ont fait des déclarations (voir l'annexe II).

24. À la 9^e séance, le 22 février 2013, le Rapporteur a corrigé oralement le projet de texte contenu dans le document A/HRC/AC/10/L.1, dont les auteurs sont l'ensemble des membres du Comité. Le projet de texte a été adopté sans vote (le texte adopté est reproduit au chapitre I, décision 10/1).

V. Rapport du Comité consultatif sur sa dixième session

25. À la 9^e séance, tenue le 22 février 2013, le Rapporteur du Comité consultatif a présenté le projet de rapport du Comité sur sa dixième session (document sans cote distribué en salle). Le Comité consultatif a adopté le projet de rapport *ad referendum* et décidé d'en confier la finalisation au Rapporteur.

26. À la même séance, M. Saeed Mohamed Al Fahani, M. Mario L. Coriolano, M^{me} Katharina Pabel, M^{me} Cecilia Rachel V. Quisumbing et M. Imeru Tamrat Yigezu ont fait des exposés. M. Giuliano Comba a prononcé une allocution de clôture au nom de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

27. Après les discours d'adieux prononcés par Laurence Boisson de Chazournes, Latif Hüseyinov, Anantonia Reyes Prado, Dheerujlall Seetulsingh et Ahmer Bilal Soofi, et après le traditionnel échange de félicitations et de remerciements, le Président a prononcé la clôture de la dixième session du Comité consultatif.

Annexe I

Ordre du jour

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme:
 - a) Demandes actuellement examinées par le Comité:
 - i) Intégration d'une perspective de genre;
 - ii) Promotion d'un ordre international démocratique et équitable;
 - iii) Intégration de la perspective des personnes handicapées;
 - iv) Droits de l'homme et questions relatives à la prise d'otages;
 - b) Suivi des rapports du Comité au Conseil des droits de l'homme:
 - i) Droit à l'alimentation;
 - ii) Promotion du droit des peuples à la paix;
 - iii) Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme;
 - iv) Promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales par une meilleure compréhension des valeurs traditionnelles de l'humanité.
4. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011:
 - a) Examen des méthodes de travail;
 - b) Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités.
5. Rapport du Comité consultatif sur sa dixième session.

Annexe II

[Anglais seulement]

List of speakers

<i>Agenda item</i>	<i>Meeting and date</i>	<i>Speakers</i>
3. Requests to the Advisory Committee stemming from Human Rights Council resolutions		
(a) Requests currently under consideration by the Committee	(i) Integration of a gender perspective	Third meeting 19 February 2013
		Members: Saeed Mohamed Al Faihani, Wolfgang Stefan Heinz, Cecilia Rachel V. Quisumbing, Shigeki Sakamoto, Dheerujlall Seetulsingh, Mona Zulficar Government observer: Algeria
	(iii) Integration of the perspective of persons with disabilities	Third meeting 19 February 2013
		Members: Saeed Mohamed Al Faihani, Cecilia Rachel V. Quisumbing Observer for an intergovernmental organization: Council of Europe
	(iv) Human rights and issues related to terrorist hostage-taking	First and second meetings 18 February 2013
		Members: Saeed Mohamed Al Faihani, Laurence Boisson de Charzournes, Shigeki Sakamoto, Dheerujlall Seetulsingh, Ahmer Bilal Soofi Government observers: Algeria, Gabon, United States of America
(b) Follow-up to reports of the Committee submitted to the Human Rights Council	(iii) Enhancement of international cooperation in the field of human rights	Third meeting 19 February 2013
		Members: Saeed Mohamed Al Faihani, Cecilia Rachel V. Quisumbing

4. Implementation of sections III and IV of the annex to Human Rights Council resolution 5/1 of 18 June 2007, and of section III of the annex to Council resolution 16/21 of 25 March 2011

(a) Review of methods of work

Fourth meeting
19 February 2013

Members: José Antonio Bengoa Cabello, Laurence Boisson de Chazournes, Chung Chinsung, Wolfgang Stefan Heinz, Ahmer Bilal Soofi, Cecilia Rachel V. Quisumbing

Observer for a non governmental organization: North–South XXI

(b) Agenda and annual programme of work, including new priorities

Access to justice and the fight against corruption

Fourth meeting
20 February 2013

Members: Saeed Mohamed Al Faihani, José Antonio Bengoa Cabello, Chung Chinsung, Latif Hüseyinov, Obiora Chinedu Okafor, Cecilia Rachel V. Quisumbing, Dheerujlall Seetulsingh

Observer for an intergovernmental organization: Council of Europe

Local government and human rights

Sixth meeting
20 February 2013

Members: Mario L. Coriolano, Wolfgang Stefan Heinz, Latif Hüseyinov, Obiora Chinedu Okafor, Cecilia Rachel V. Quisumbing, Anantonia Reyes Prado, Dheerujlall Seetulsingh, Imeru Tamrat Yigezu

Globalization, human rights and youth

Sixth meeting
20 February 2013

Members: Saeed Mohamed Al Faihani, José Antonio Bengoa Cabello, Wolfgang Stefan Heinz, Cecilia Rachel V. Quisumbing, Dheerujlall Seetulsingh, Imeru Tamrat Yigezu

Human rights and humanitarian action	Seventh meeting 21 February 2013	Members: Saeed Mohamed Al Faihani, Laurence Boisson de Chazournes, Wolfgang Stefan Heinz, Obiora Chinedu Okafor, Anantonia Reyes Prado, Shigeki Sakamoto, Ahmer Bilal Soofi Government observers: United States of America, Uruguay
A model law on equal opportunities and non discrimination	Seventh meeting 21 February 2013	Members: Saeed Mohamed Al Faihani, Chung Chinsung, Cecilia Rachel V. Quisumbing, Wolfgang Stefan Heinz, Dheerujlall Seetulsingh
New priorities	Eighth meeting 21 February 2013	Members: José Antonio Bengoa Cabello, Wolfgang Stefan Heinz, Anantonia Reyes Prado, Imeru Tamrat Yigezu

Annexe III

[Anglais seulement]

List of documents issued for the tenth session of the Advisory Committee

Documents issued in the general series

<i>Symbol</i>	<i>Agenda item</i>	
A/HRC/AC/10/1	2	Provisional agenda
A/HRC/AC/10/1/Add.1	2	Annotations to the provisional agenda
A/HRC/AC/10/1/Add.1/Corr.1	2	Annotations to the provisional agenda, corrigendum (English only)
A/HRC/AC/10/2	3	Draft final report on human rights and issues related to terrorist hostage-taking
A/HRC/AC/10/3	5	Report of the Advisory Committee on its tenth session

Documents issued in the limited series

<i>Symbol</i>	<i>Agenda item</i>	
A/HRC/AC/10/L.1	4	New mandates
A/HRC/AC/10/L.2	3	Human rights and issues related to terrorist hostage-taking

Documents issued in the non-governmental organizations series

<i>Symbol</i>	<i>Agenda item</i>	
A/HRC/AC/10/NGO/1	3	Written statement* submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/AC/10/NGO/2	3	Joint written statement* submitted by the Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches (CCIA/WCC), the International Association of Soldiers for Peace, Zonta International, the International Federation of Settlements and Neighbourhood Centres (IFS), the International Council Of Women (ICW-CIF), the International Youth and Student Movement for the United Nations (ISMUN), the Brahma Kumaris University (BKU), Soroptimist International (SI), International Institute for Non-aligned Studies (IINAS), Make Mothers Matter International (MMM), non-governmental organizations in general consultative status, the World Young Women's Christian Association (World YWCA), Buddha's Light International Association (BLIA), the Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (España), Pax Romana (International the Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs and the International Movement of Catholic Students), the Temple of Understanding (TOU), the Women's World Summit Foundation (WWSF), the Worldwide Organization for Women (WOW), the Union of Arab Jurists (UAJ), Rencontre Africaine pour la Defense des Droits de l'Homme (RADDHO), the Foundation for the Refugee Education Trust (RET), the International Bridges to Justice (IBJ), the Inter-African Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children (IAC), the American Association of Jurists (AAJ), Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd, the Lassalle-Institut, the UNESCO Centre of Catalonia (UNESCO CAT), the Pan Pacific and South East Asia Women's Association (PPSEAWA), the International Movement for Fraternal Union Among Races and Peoples (UFER), the International Federation of Women Lawyers (FIDA), the International Federation of Women in Legal Careers (FIFCJ), the Canadian Federation of University Women (CFUW), the International Women's Year Liaison Group (IWYLG), the Institute of International Social Development, the International Society for Traumatic Stress Studies (ISTSS), the Lama Gangchen World Peace Foundation (LGWPF), Pax Christi International, International Catholic Peace Movement, the Tandem Project, the Solar Cookers International (SCI), the United States Federation for Middle East Peace (USFMEP), the Network Women in Development Europe (KULU, Denmark), North-South XXI, the United Towns

* This written statement is issued, unedited, in the language(s) received from the submitting non-governmental organization(s).

Agency for North–South Cooperation, the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Maryknoll Fathers and Brothers, Maryknoll Sisters of St. Dominic, the International Forum for Child Welfare, the BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, the Arab Lawyers Union, the General Federation of Iraqi Women, the International Federation of Social Workers (IFSW), the International Association of Peace Messenger Cities (IAPMC), the Committee for Hispanic Children and Families, the Comité International pour le Respect et l'Application de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CIRAC), the Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS), the World for World Organisation (WFWO), the Universal Esperanto Association (UEA), the Association for Democratic Initiatives (ADI), the General Arab Women Federation (GAWF), the International Association of Democratic Lawyers (IADL), the Centre Independent de Recherches et d'Initiatives pour le Dialogue (CIRID), the International Association of Schools of Social Work (IASSW), Peace Boat, the Comisión Colombiana de Juristas (CCJ), the Association of African Women for Research and Development (AAWORD), the Center for Migration Studies of New York (CMS) (member of the Scalabrini International Migration Network), the World Association for Psychosocial Rehabilitation (WAPR), the Foundation for Subjective Experience and Research, the African Women's Development and Communication Network (FEMNET), the Planetary Association for Clean Energy (PACE), Initiatives of Change International, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, the Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, the General Arab Women Federation, the African Peace Network (APNET), Right to Energy Sos Future, the Fondation Idole, IUS PRIMI VIRI International Association, the African Women Association (AWA), the Femmes Africa Solidarité (FAS), African Services Committee (ASC), Guild of Services, European Women's Lobby (EWL), European Union of Women (EUW), Women's Union of Russia (WUR), Permanent Assembly for Human Rights (APDH), International Islamic Relief Organization (IIROSA), Japanese Association of International Women's Rights, Japanese Worker's Committee for Human Rights, Organisation pour la Communication en Afrique et de Promotion de la Coopération Economique Internationale (OCAPROCE), United Network of Young Peacebuilders (UNOY Peacebuilders), United Religions Initiative (URI), Nonviolent Peaceforce, Women's International League for Peace and Freedom (WILPF), Bangwe et Dialogue, Prison Fellowship International (PFI), Canadian Voice of Women for Peace, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco (IIMA), Center for Global Community and World Law, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Syriac Universal Alliance (the Federation Syriaque International), non-governmental organizations in special consultative status, the Association of World Citizens, the

Federation for Peace and Conciliation (IFPC), the World Association for the School as an Instrument of Peace, the International Society for Human Rights (ISHR), the Institute for Planetary Synthesis (IPS), the International Peace Bureau (IPB), the 3HO Foundation, Inc. (Healthy, Happy, Holy Organization), the Dzeno Association, the Country Women Association of Nigeria (COWAN), the Association Nigerienne des Scouts de l'Environnement (ANSEN), the Asia Pacific Forum on Women, the Law and Development (APWLD), the International Progress Organization (IPO), European Federation of Road Traffic Crash Victims, Commission to Study the Organization of Peace, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, non-governmental organizations on the roster [*sic*]

A/HRC/AC/10/NGO/3	3	Written statement* submitted by Focus on the Family, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/AC/10/NGO/4	3	Joint written statement* submitted by the Alliance Defense Fund, Mujer para la Mujer A.C., Priests for Life, non-governmental organizations in special consultative status

* This written statement is issued, unedited, in the language(s) received from the submitting non-governmental organization(s).